

POLITIQUE

**LA
PRESSE**

Des candidats aux élections fédérales auraient été financés par Pékin



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

1 article restant ce mois-ci

[Se connecter](#)

Les services de renseignement canadiens auraient découvert qu'au moins 11 candidats aux élections fédérales de 2019 ont bénéficié d'un financement occulte du gouvernement chinois dans le cadre d'une campagne d'ingérence dans le processus démocratique du Canada, selon ce qu'a rapporté le réseau Global News lundi.

Publié le 7 nov. 2022



VINCENT LAROUCHE

Équipe d'enquête, La Presse



Le réseau affirme qu'à partir de janvier dernier, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a participé à des breffages avec le premier ministre Justin Trudeau et d'autres ministres pour les informer de l'ingérence chinoise. L'organisme fédéral chargé du contre-espionnage aurait expliqué avoir détecté des transferts de fonds issus des autorités chinoises vers des candidats du Parti libéral du Canada et du Parti conservateur du Canada avant les élections, ainsi que des manœuvres pour placer des agents chinois dans les bureaux de certains députés et des tentatives pour recruter d'anciens hauts responsables canadiens.

Toujours selon Global News, les breffages offerts aux membres du gouvernement n'identifiaient pas les candidats concernés et ne précisait pas si le SCRS considère que cette campagne d'ingérence a été couronnée de succès.

De passage au Québec lundi, Justin Trudeau n'a pas nié la nouvelle du réseau télévisé. « Malheureusement, nous voyons des pays, des acteurs étatiques d'à travers le monde, que ce soit la Chine ou d'autres, continuer à jouer des jeux agressifs avec nos institutions, avec nos démocraties », a-t-il déclaré en point de presse.

Le SCRS en rajoute une couche

1 article restant ce mois-ci

Se connecter

commenter publiquement les enjeux de sécurité nationale, a sauté sur l'occasion pour en rajouter une couche quant à l'ingérence chinoise dans les affaires canadiennes.

« Le SCRS a établi que l'ingérence de la République populaire de Chine (RPC) et du Parti communiste chinois (PCC) au Canada de même que les démarches qu'ils effectuent pour prendre des Canadiennes et des Canadiens pour cible menacent la sécurité nationale », a déclaré le porte-parole du SCRS, Brandon Champagne.

« Je précise que cette menace n'émane pas du peuple chinois, mais plutôt du PCC, dont la stratégie tous azimuts consiste à faire des gains géopolitiques sur les plans économique, technologique, politique et militaire, et qui met à contribution toutes les facettes du pouvoir étatique pour mener des activités qui menacent directement la sécurité et la souveraineté du pays », a-t-il ajouté, en reprenant un argument du directeur de l'organisme, David Vigneault, datant d'un discours de 2021.

« Le terme "ingérence étrangère" désigne les activités que mène un État comme la RPC ou la Russie pour infléchir en secret des décisions, des événements ou des résultats électoraux de manière à ce qu'ils servent davantage ses intérêts stratégiques. Pour influencer sur des résultats politiques, ils peuvent exercer des pressions sur des collectivités, recourir à du financement occulte ou tirer parti de médias en langues étrangères », explique M. Champagne.

« Afin de contrer ces menaces, le SCRS communique régulièrement avec différents intervenants, dont des élus, pour les informer de menaces précises qui pèsent sur la sécurité et les intérêts du Canada », a conclu le porte-parole.

© La Presse Inc. Tous droits réservés.



**DISPONIBLE
SUR MAC**
avec puce Apple

[En savoir plus](#)